



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

EDITION SPECIALE n° 24 du 7 mai 2010

**Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés** à la préfecture ou auprès des services concernés.

**Le recueil peut aussi être consulté :**

sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :  
[www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr](http://www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr)

aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,  
pendant deux mois à partir du 10 mai 2010

SOMMAIRE
----------

<b>ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES .....</b>	<b>545</b>
<b>PREFECTURE DE LA MOSELLE .....</b>	<b>545</b>
<b>DIRECTION DES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET DES AFFAIRES JURIDIQUES .....</b>	<b>545</b>
Arrêté DCTAJ n° 2010 - 60 en date du 22 avril 2010 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Jean-Francis TREFFEL, secrétaire général de la préfecture de la Moselle .....	545
<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....</b>	<b>546</b>
<b>DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS .....</b>	<b>546</b>
Bureau de l'interministérialité .....	546
Arrêté N° 10.BI.28 du 3 mai 2010 accordant délégation de signature aux agents de permanence pour le week-end de l'Ascension 2010 .....	546
Arrêté N° 10.BI.29 du 3 mai 2010 accordant délégation de signature à l'agent de permanence pour le week-end de Pentecôte 2010 .....	546
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT .....</b>	<b>546</b>
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....</b>	<b>546</b>
Arrêté du 31 mars 2010 portant délégation de signature à Monsieur Eric CORROY, inspecteur départemental .....	546
Arrêté du 31 mars 2010 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Pascal BOUCHER, inspecteur départemental comptable .....	547
Arrêté du 31 mars 2010 portant délégation de signature à Madame Monique PLASSAT, inspectrice départementale comptable .....	547
Arrêté du 31 mars 2010 portant délégation de signature à Monsieur Michel RIBAGNAC, inspecteur départemental comptable .....	548
Arrêté du 6 avril 2010 portant délégation de signature à Monsieur Claude THOMAS, inspecteur départemental comptable .....	548
Arrêté du 6 avril 2010 portant délégation de signature à Madame Martine LEMASSON, inspectrice départementale .....	548
<b>OFFICE NATIONAL DES FORETS .....</b>	<b>549</b>
Agence de Meurthe-et-Moselle .....	549
Arrêté du 6 mai 2010 interdisant la circulation sur une route du domaine privé de l'Etat .....	549

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE LA MOSELLE****DIRECTION DES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET DES AFFAIRES JURIDIQUES**

**Arrêté DCTAJ n° 2010 - 60 en date du 22 avril 2010 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Jean-Francis TREFFEL, secrétaire général de la préfecture de la Moselle**

Le préfet de la Région Lorraine,  
Préfet de la zone de défense et de sécurité Est,  
Préfet de la Moselle,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, et notamment son article 34 ;

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2009-1725 du 30 décembre 2009 modifiant certaines des dispositions du décret n° 2006-1780 du 23 décembre 2006 relatives aux délégations de pouvoir en matière de recrutement et de gestion de certains personnels du ministère de l'intérieur ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 2009 portant délégation de pouvoir en matière de recrutement et de gestion des personnels administratifs du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales ;

Vu le décret du 21 juin 2007 nommant Monsieur Bernard NIQUET préfet de la région Lorraine, préfet de la Zone de défense Est, préfet de la Moselle ;

Vu le décret du 17 mars 2008 nommant Monsieur Jean-Francis TREFFEL secrétaire général de la Préfecture de la Moselle ;

Vu le décret du 30 mars 2005 nommant Monsieur François MARZORATI sous préfet de l'arrondissement de Thionville ;

Vu le décret du 19 septembre 2008 nommant Madame Christine WILS-MOREL sous-préfète de l'arrondissement de Metz-Campagne, secrétaire générale adjointe de la préfecture de la Moselle ;

Vu le décret du 7 octobre 2009 nommant Madame Elisabeth CASTELLOTTI sous-préfète, directrice de cabinet du préfet de la région Lorraine, préfet de la zone de défense Est, préfet de la Moselle ;

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> : Délégation de signature est donnée à M. Jean-Francis TREFFEL, secrétaire général de la préfecture de la Moselle, à l'effet de signer tous arrêtés, décisions, circulaires, rapports et correspondances relevant des attributions de l'Etat dans le département de la Moselle, à l'exception :

- des déclinatoires de compétence et arrêtés de conflit ;
- des réquisitions de la force armée.

Article 2 : Délégation de signature est donnée à M. Jean-Francis TREFFEL à l'effet de signer, en sa qualité de responsable du budget opérationnel du programme « administration territoriale » régional dénommé BOP 307, sous l'autorité du préfet de région, tous actes administratifs et financiers, correspondances, décisions, circulaires, rapports qui lui permettent :

- d'assurer la gestion stratégique, technique et financière du budget opérationnel du programme « administration territoriale » régional dénommé BOP 307 concernant les préfectures de la région Lorraine ;
- d'assurer la coordination de l'action des préfectures dans le cadre du BOP 307 ;
- d'assurer le pilotage global de l'unité opérationnelle mutualisée régionale du BOP 307 : formation régionale ministérielle, modernisation, gestion de l'EMIR (enveloppe mutualisée d'investissement régional) et toutes autres actions de mutualisation en devenir dans le cadre du BOP 307.

A ce titre, M. Jean-Francis TREFFEL, en sa qualité de responsable du budget opérationnel du programme « administration territoriale » régional dénommé BOP 307 concernant les préfectures de la région Lorraine, a délégation pour :

- concevoir et élaborer le budget ;
- assurer la programmation des crédits reçus ;
- répartir les crédits entre les unités opérationnelles conformément à la ventilation approuvée en collège des préfets ;
- gérer le budget ;
- exécuter les dépenses conformément à la programmation fixée par le budget y compris la réallocation en cours d'exercice budgétaire entre les unités opérationnelles ;
- établir le bilan d'exécution du budget.

Article 3 : Délégation de signature est donnée à M. Jean-Francis TREFFEL, secrétaire général de la préfecture de la Moselle, à l'effet de signer, en sa qualité de responsable de la gestion des personnels, sous l'autorité du préfet de région, tous arrêtés, décisions, circulaires, rapports, correspondances et documents en matière de recrutement et de gestion des personnels administratifs du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales relevant des attributions du représentant de l'Etat, dans le ressort de la région Lorraine, conformément aux dispositions du décret du 23 décembre 2006 modifié par le décret du 30 décembre 2009 et de l'arrêté du 30 décembre 2009 susvisés.

Article 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Francis TREFFEL, sa suppléance sera assurée, dans les conditions prévues aux articles 1<sup>er</sup>, 2 et 3, par Mme Christine WILS-MOREL, sous-préfète de l'arrondissement de Metz-Campagne, secrétaire générale adjointe de la préfecture de la Moselle et, en cas d'indisponibilité de celle-ci, par M. François MARZORATI, sous-préfet de l'arrondissement de Thionville et, en cas d'indisponibilité de celui-ci, par Mme Elisabeth CASTELLOTTI, sous-préfète, directrice de cabinet du préfet de la région Lorraine, préfet de la zone de défense et de sécurité Est, préfet de la Moselle.

Article 5 : L'arrêté DCTAJ n° 2010-34 du 1<sup>er</sup> mars 2010 est abrogé.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Moselle, au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle, de la Meuse et des Vosges.

Metz, le 22 avril 2010

Le préfet,  
Bernard NIQUET

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

## DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS

*Bureau de l'interministérialité***Arrêté N° 10.BI.28 du 3 mai 2010 accordant délégation de signature aux agents de permanence pour le week-end de l'Ascension 2010**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et les textes pris pour son application ;

Vu le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret du président de la République en date du 17 octobre 2008 nommant M. Frédéric BERNARDO, magistrat de l'ordre judiciaire, en qualité de sous-préfet, directeur de cabinet du Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République en date du 3 juillet 2009 nommant M. Dominique BELLION préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'arrêté du 16 juillet 2007 affectant Mlle Roxane THOMAS, attachée, au bureau interministériel de défense et de protection civiles à la préfecture de Meurthe-et-Moselle à compter du 1er septembre 2007 ;

Vu la décision du 16 novembre 2009 nommant M. Jean-Louis BIOU, attaché principal, chef du bureau du cabinet à la préfecture de Meurthe-et-Moselle à compter du 1er décembre 2009 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

Article 1er : Délégation de signature est donnée dans le cadre de la permanence du week-end de l'Ascension à M. Jean-Louis BIOU, chef du bureau du cabinet, du mercredi 12 mai 2010 à 18h00 au vendredi 14 mai 2010 18h00 et à Mlle Roxane THOMAS, attachée au bureau interministériel de défense et de protection civiles, du vendredi 14 mai 2010 à 18h00 au dimanche 16 mai 2010 à 18h00 à l'effet de signer :

- les décisions de suspension provisoire immédiate du permis de conduire

- les décisions d'interdiction temporaire immédiate de conduire en France.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture, M. Jean-Louis BIOU, chef du bureau du cabinet et à Mlle Roxane THOMAS, attachée au service interministériel de défense et de sécurité civiles sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à M. le directeur de cabinet et à Mme la directrice départementale des finances publiques.

Nancy, le 3 mai 2010

Le préfet,  
Dominique BELLION

**Arrêté N° 10.BI.29 du 3 mai 2010 accordant délégation de signature à l'agent de permanence pour le week-end de Pentecôte 2010**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et les textes pris pour son application ;

Vu le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret du président de la République en date du 17 octobre 2008 nommant M. Frédéric BERNARDO, magistrat de l'ordre judiciaire, en qualité de sous-préfet, directeur de cabinet du Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République en date du 3 juillet 2009 nommant M. Dominique BELLION préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu la décision d'affectation du 13 février 2006 nommant M. Pascal SEYLLER, attaché principal, chef du bureau interministériel de défense et de protection civiles à la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

Article 1er : Délégation de signature est donnée dans le cadre de la permanence du week-end de Pentecôte, du vendredi 21 mai 2010 à 18h00 au lundi 24 mai 2010 à 18h00, à M. Pascal SEYLLER, attaché principal, chef du bureau interministériel de défense et de protection civiles à la préfecture de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de signer :

- les décisions de suspension provisoire immédiate du permis de conduire

- les décisions d'interdiction temporaire immédiate de conduire en France.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture et M. Pascal SEYLLER, chef du bureau interministériel de défense et de protection civiles, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à M. le directeur de cabinet et à Mme la directrice départementale des finances publiques.

Nancy, le 3 mai 2010

Le préfet,  
Dominique BELLION

**SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT****DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DE MEURTHE-ET-MOSELLE****Arrêté du 31 mars 2010 portant délégation de signature à Monsieur Eric CORROY, inspecteur départemental**

L'administrateur général des finances publiques,

Directeur départemental des finances publiques de Meurthe et Moselle,

Vu le code général des impôts, et notamment les articles 396 A et 410 de son annexe II,

Vu le décret n°2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions relatives à la direction générale des finances publiques,

Vu le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques,

Vu l'arrêté du 17 juillet 2009 portant création du service des impôts des particuliers - service des impôts des entreprises dans les services déconcentrés de la direction générale des finances publiques,

Vu l'instruction du 13 novembre 2003,

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup>. - Délégation de signature est donnée à Monsieur Eric CORROY, inspecteur départemental, à l'effet de prendre, au nom du directeur départemental des finances publiques :

1° des décisions contentieuses d'admission totale, d'admission partielle, de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office ou, en ce qui concerne les droits et les pénalités, des décisions gracieuses de rejet, remise, modération ou transaction dans la limite de 50 000 euros ;

2° des décisions sur les demandes de remise ou de modération portant sur la majoration de recouvrement de 10 % prévue par l'article 1730 du code général des impôts, les frais de poursuite ou les intérêts moratoires, dans la limite de 50 000 euros ;

3° des décisions sur les demandes de plafonnement en fonction de la valeur ajoutée des cotisations de taxe professionnelle, formulées par les entreprises disposant d'un seul établissement ou dont tous les établissements sont situés dans le ressort du service, quel que soit le montant de la demande ;

et à l'effet de signer les certificats de dégrèvements relatifs aux décisions contentieuses et gracieuses, quel que soit le montant des sommes dégrévées et l'autorité ayant prononcé la décision.

Article 2. - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Nancy et affiché dans les locaux du service des impôts des particuliers - service des impôts des entreprises de Briey.

Nancy, le 31 mars 2010

L'administrateur général des finances publiques,  
Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,  
Françoise NOITON

**Arrêté du 31 mars 2010 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Pascal BOUCHER, inspecteur départemental comptable**

L'administrateur général des finances publiques,  
Directeur départemental des finances publiques de Meurthe et Moselle,

Vu le code général des impôts, et notamment les articles 396 A et 410 de son annexe II,

Vu le décret n°2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions relatives à la direction générale des finances publiques,

Vu le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques,

Vu l'arrêté du 17 juillet 2009 portant création du service des impôts des particuliers - service des impôts des entreprises dans les services déconcentrés de la direction générale des finances publiques,

Vu l'instruction du 13 novembre 2003,

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup>. - Délégation de signature est donnée à Monsieur Jean-Pascal BOUCHER, inspecteur départemental comptable, responsable du service des impôts des particuliers - service des impôts des entreprises de BRIEY à l'effet de prendre, au nom du directeur départemental des finances publiques :

1° des décisions contentieuses d'admission totale, d'admission partielle, de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office ou, en ce qui concerne les droits et les pénalités, des décisions gracieuses de rejet, remise, modération ou transaction dans la limite de 50 000 euros ;

2° des décisions sur les demandes de remise ou de modération portant sur la majoration de recouvrement de 10 % prévue par l'article 1730 du code général des impôts, les frais de poursuite ou les intérêts moratoires, dans la limite de 50 000 euros ;

3° des décisions sur les demandes de plafonnement en fonction de la valeur ajoutée des cotisations de taxe professionnelle, formulées par les entreprises disposant d'un seul établissement ou dont tous les établissements sont situés dans le ressort du service, quel que soit le montant de la demande ;

et à l'effet de signer les certificats de dégrèvements relatifs aux décisions contentieuses et gracieuses, quel que soit le montant des sommes dégrévées et l'autorité ayant prononcé la décision.

Article 2.- En cas d'absence du responsable du service des impôts des particuliers - service des impôts des entreprises, délégation de signature est donnée dans les conditions et limites fixées à l'article 1<sup>er</sup> à Monsieur Eric CORROY, inspecteur départemental des impôts.

Article 3. - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Nancy et affiché dans les locaux du service des impôts des particuliers - service des impôts des entreprises de Briey.

Nancy, le 31 mars 2010

L'administrateur général des finances publiques,  
Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,  
Françoise NOITON

**Arrêté du 31 mars 2010 portant délégation de signature à Madame Monique PLASSAT, inspectrice départementale comptable**

L'administrateur général des finances publiques,  
Directeur départemental des finances publiques de Meurthe et Moselle,

Vu le code général des impôts, et notamment les articles 396 A et 410 de son annexe II,

Vu le décret n°2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions relatives à la direction générale des finances publiques,

Vu le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques,

Vu l'arrêté du 23 mars 2009 portant création du service des impôts des particuliers - service des impôts des entreprises dans les services déconcentrés de la direction générale des finances publiques,

Vu l'instruction du 13 novembre 2003,

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup>. - Délégation de signature est donnée à Madame Monique PLASSAT, inspectrice départementale comptable, responsable du service des impôts des particuliers - service des impôts des entreprises de TOUL à l'effet de prendre, au nom du directeur départemental des finances publiques :

1° des décisions contentieuses d'admission totale, d'admission partielle, de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office ou, en ce qui concerne les droits et les pénalités, des décisions gracieuses de rejet, remise, modération ou transaction dans la limite de 50 000 euros ;

2° des décisions sur les demandes de remise ou de modération portant sur la majoration de recouvrement de 10 % prévue par l'article 1730 du code général des impôts, les frais de poursuite ou les intérêts moratoires, dans la limite de 50 000 euros ;

3° des décisions sur les demandes de plafonnement en fonction de la valeur ajoutée des cotisations de taxe professionnelle, formulées par les entreprises disposant d'un seul établissement ou dont tous les établissements sont situés dans le ressort du service, quel que soit le montant de la demande ;

et à l'effet de signer les certificats de dégrèvements relatifs aux décisions contentieuses et gracieuses, quel que soit le montant des sommes dégrévées et l'autorité ayant prononcé la décision.

Article 2.- En cas d'absence du responsable du service des impôts des particuliers - service des impôts des entreprises, délégation de signature est donnée dans les conditions et limites fixées à l'article 1<sup>er</sup> à Madame Evelyn NICOLAY, inspectrice des impôts.

Article 3. - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Nancy et affiché dans les locaux du service des impôts des particuliers - service des impôts des entreprises de Toul.

Nancy, le 31 mars 2010

L'administrateur général des finances publiques,  
Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,  
Françoise NOITON

**Arrêté du 31 mars 2010 portant délégation de signature à Monsieur Michel RIBAGNAC, inspecteur départemental comptable**

L'administrateur général des finances publiques,  
Directeur départemental des finances publiques de Meurthe et Moselle,

Vu le code général des impôts, et notamment les articles 396 A et 410 de son annexe II,  
Vu le décret n°2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions relatives à la direction générale des finances publiques,  
Vu le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques,  
Vu l'arrêté du 31 mars 2009 portant création du service des impôts des particuliers - service des impôts des entreprises dans les services déconcentrés de la direction générale des finances publiques,  
Vu l'instruction du 13 novembre 2003,

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup>. - Délégation de signature est donnée à Monsieur Michel RIBAGNAC, inspecteur départemental comptable, responsable du service des impôts des particuliers - service des impôts des entreprises de Pont-à-Mousson à l'effet de prendre, au nom du directeur départemental des finances publiques :

1° des décisions contentieuses d'admission totale, d'admission partielle, de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office ou, en ce qui concerne les droits et les pénalités, des décisions gracieuses de rejet, remise, modération ou transaction dans la limite de 50 000 euros ;  
2° des décisions sur les demandes de remise ou de modération portant sur la majoration de recouvrement de 10 % prévue par l'article 1730 du code général des impôts, les frais de poursuite ou les intérêts moratoires, dans la limite de 50 000 euros ;  
3° des décisions sur les demandes de plafonnement en fonction de la valeur ajoutée des cotisations de taxe professionnelle, formulées par les entreprises disposant d'un seul établissement ou dont tous les établissements sont situés dans le ressort du service, quel que soit le montant de la demande ;  
et à l'effet de signer les certificats de dégrèvements relatifs aux décisions contentieuses et gracieuses, quel que soit le montant des sommes dégrévées et l'autorité ayant prononcé la décision.

Article 2.- En cas d'absence du responsable du service des impôts des particuliers - service des impôts des entreprises, délégation de signature est donnée dans les conditions et limites fixées à l'article 1<sup>er</sup> à Monsieur Julian MESSIER, inspecteur des impôts.

Article 3. - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Nancy et affiché dans les locaux du service des impôts des particuliers - service des impôts des entreprises de Pont-à-Mousson.

Nancy, le 31 mars 2010

L'administrateur général des finances publiques,  
Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,  
Françoise NOITON

**Arrêté du 6 avril 2010 portant délégation de signature à Monsieur Claude THOMAS, inspecteur départemental comptable**

L'administrateur général des finances publiques,  
Directeur départemental des finances publiques de Meurthe et Moselle,

Vu le code général des impôts, et notamment les articles 396 A et 410 de son annexe II,  
Vu le décret n°2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions relatives à la direction générale des finances publiques,  
Vu le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques,  
Vu l'arrêté du 26 mars 2010 portant création du service des impôts des particuliers - service des impôts des entreprises de Longwy,  
Vu l'instruction du 13 novembre 2003,

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup>. - Délégation de signature est donnée à Monsieur Claude THOMAS, inspecteur départemental comptable, responsable du service des impôts des particuliers - service des impôts des entreprises de LONGWY à l'effet de prendre, au nom du directeur départemental des finances publiques :

1° des décisions contentieuses d'admission totale, d'admission partielle, de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office ou, en ce qui concerne les droits et les pénalités, des décisions gracieuses de rejet, remise, modération ou transaction dans la limite de 50 000 euros ;  
2° des décisions sur les demandes de remise ou de modération portant sur la majoration de recouvrement de 10 % prévue par l'article 1730 du code général des impôts, les frais de poursuite ou les intérêts moratoires, dans la limite de 50 000 euros ;  
3° des décisions sur les demandes de plafonnement en fonction de la valeur ajoutée des cotisations de taxe professionnelle, formulées par les entreprises disposant d'un seul établissement ou dont tous les établissements sont situés dans le ressort du service, quel que soit le montant de la demande ;  
et à l'effet de signer les certificats de dégrèvements relatifs aux décisions contentieuses et gracieuses, quel que soit le montant des sommes dégrévées et l'autorité ayant prononcé la décision.

Article 2.- En cas d'absence du responsable du service des impôts des particuliers - service des impôts des entreprises, délégation de signature est donnée dans les conditions et limites fixées à l'article 1<sup>er</sup> à Madame Martine LEMASSON, inspectrice départementale des impôts.

Article 3. - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Nancy et affiché dans les locaux du service des impôts des particuliers - service des impôts des entreprises de Longwy.

Nancy, le 6 avril 2010

L'administrateur général des finances publiques,  
Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,  
Françoise NOITON

**Arrêté du 6 avril 2010 portant délégation de signature à Madame Martine LEMASSON, inspectrice départementale**

L'administrateur général des finances publiques,  
Directeur départemental des finances publiques de Meurthe et Moselle,

Vu le code général des impôts, et notamment les articles 396 A et 410 de son annexe II,  
Vu le décret n°2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions relatives à la direction générale des finances publiques,  
Vu le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques,  
Vu l'arrêté du 26 mars 2010 portant création du service des impôts des particuliers - service des impôts des entreprises de Longwy,  
Vu l'instruction du 13 novembre 2003,

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup>. - Délégation de signature est donnée à Madame Martine LEMASSON, inspectrice départementale, à l'effet de prendre, au nom du directeur départemental des finances publiques :

1° des décisions contentieuses d'admission totale, d'admission partielle, de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office ou, en ce qui concerne les droits et les pénalités, des décisions gracieuses de rejet, remise, modération ou transaction dans la limite de 50 000 euros ;  
2° des décisions sur les demandes de remise ou de modération portant sur la majoration de recouvrement de 10 % prévue par l'article 1730 du code général des impôts, les frais de poursuite ou les intérêts moratoires, dans la limite de 50 000 euros ;

3° des décisions sur les demandes de plafonnement en fonction de la valeur ajoutée des cotisations de taxe professionnelle, formulées par les entreprises disposant d'un seul établissement ou dont tous les établissements sont situés dans le ressort du service, quel que soit le montant de la demande ;

et à l'effet de signer les certificats de dégrèvements relatifs aux décisions contentieuses et gracieuses, quel que soit le montant des sommes dégrévées et l'autorité ayant prononcé la décision.

Article 2. - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Nancy et affiché dans les locaux du service des impôts des particuliers - service des impôts des entreprises de Longwy.

Nancy, le 6 avril 2010

L'administrateur général des finances publiques,  
Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,  
Françoise NOITON

---

**OFFICE NATIONAL DES FORETS**  
*Agence de Meurthe-et-Moselle*

**Arrêté du 6 mai 2010 interdisant la circulation sur une route du domaine privé de l'Etat**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu le Code Forestier, et notamment l'article R 331-3 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté portant réglementation de la circulation publique sur les routes forestières du domaine privé de l'Etat en forêt domaniale des Reclos ;

Vu la demande du Président de la Communauté de Communes de la Vallée de la Plaine du 30 Avril 2010 ;

Vu l'avis favorable du Directeur de l'Agence de MEURTHE-et-MOSELLE en date du 4 mai 2010.

**A R R E T E**

Article 1er : La route forestière de la Forge Evrard appartenant au domaine privé de l'Etat est interdite à la circulation selon les modalités suivantes :

- sur la section de la Trouche à la Fontaine Jacquot

- pendant la journée du 16 Mai 2010.

Article 2 : Les infractions au présent arrêté seront relevées par timbre-amende et sont passibles de la sanction prévue à l'article R 331-3 du Code forestier.

Article 3 : Cette interdiction ne s'applique pas aux véhicules du service forestier, de la gendarmerie, des services de secours et de lutte contre les incendies.

Article 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de MEURTHE-et-MOSELLE et le Directeur de l'Agence de MEURTHE-et-MOSELLE de l'Office National des Forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de MEURTHE-et-MOSELLE.

Nancy, le 6 mai 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

